

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Le Jubilé national en Angleterre. 1837-1887

Journal de la société statistique de Paris, tome 28 (1887), p. 255-257

[<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1887__28__255_0>](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1887__28__255_0)

© Société de statistique de Paris, 1887, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

LE JUBILÉ NATIONAL EN ANGLETERRE.

1837-1887.

Le peuple anglais a célébré, le 21 juin, la cinquantième année du règne de la reine Victoria ; et, à cette occasion, nos voisins ont fait avec une certaine satisfaction l'inventaire social des progrès accomplis par la nation anglaise dans le cours de ce demi-siècle : ils peuvent d'abord constater l'extension de l'autorité ou de l'influence britannique sur de vastes régions de la terre, où la civilisation ainsi s'implante ou s'élève.

De son foyer métropolitain, qui couvre à peine 315,000 kilomètres carrés et compte moins de 37 millions d'habitants (36,308,499), la nation anglaise rayonne sur toutes les parties du monde ; et son drapeau national flotte aujourd'hui : en Afrique, sur 1 million de kilomètres carrés ; en Asie, sur ces immenses provinces indiennes qui, depuis 1858, ont été consolidées en empire annexe de l'Angleterre et qui forment un territoire de près de 4 millions (3,895,395) de kilomètres carrés, avec une population de 242 millions d'habitants ; en Amérique, sur plus de 8 millions de kilomètres carrés (8,707,810), avec une population de 6 millions d'habitants, dont plus de 4 millions dans le Canada, érigé depuis 1867 en Dominion, État inféodé de la couronne d'Angleterre ; enfin, en Océanie, sur plus de 8 millions de kilomètres carrés (8,050,310), avec une population de 3 millions d'habitants, pays tout nouvellement conquis à la culture, à la civilisation, et qui compte des grandes villes, toutes récentes, déjà peuplées autant que certaines des plus anciennes capitales de l'ancien monde : Melbourne, 304,000 habitants (autant que Rome, Milan ou Amsterdam) ; Sidney, 240,000 habitants (autant que Édimbourg, Munich ou Copenhague).

Au total, l'Empire Britannique s'étend aujourd'hui sur un ensemble de territoires de 22 millions (21,988,863) kilomètres carrés, avec une population de 285 millions d'habitants (285,458,000) : ce qui représente le sixième de la superficie non submergée de la terre (135 millions de kilomètres carrés), et le cinquième de la population totale de notre planète (1,400 millions d'habitants).

De 1831 à 1881 (recensements décennaux), la population du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande s'est accrue de 24 millions (24,392,485) habitants en 1831, à 35 millions (35,241,482) en 1881, et cela malgré une émigration vers les colonies anglaises et les États-Unis, de 200,000 à 300,000 individus par an.

Cette extension de territoires et de peuples est, certes, un phénomène social considérable et qui n'a peut-être rien d'égal dans l'histoire des nations : mais intéresse surtout, vu la grandeur d'une race, de la race anglaise.

Dans les actes qui ont signalé le demi-siècle du jubilé de 1837 à 1887, il en est qui ont exercé une action éminemment utile à tous les peuples du monde civilisé.

En 1846, Robert Peel introduit dans la législation anglaise un des plus grands principes et des plus féconds de nos sociétés modernes, la liberté des échanges, qui devait pénétrer plus tard dans les codes internationaux de tous les peuples civi-

lisés, et seconder l'œuvre économique et sociale des chemins de fer, des bateaux à vapeur et des télégraphes, ces puissants facteurs nouveaux de la civilisation.

En 1840, Rowland Hill vient concourir à cette œuvre par son admirable réforme des instruments postaux, par les tarifs uniformes et réduits pour tout le Royaume-Uni, à un penny (10 centimes) : réforme aujourd'hui adoptée par tous les États civilisés de la terre, et qui conduit à l'union postale universelle.

Le 22 février 1837, l'année même de l'avènement de la reine Victoria, Rowland Hill exposa son plan de réforme postale dans une brochure intitulée : *Post-Office Reform, its Importance and practicability*. A cette époque, les lettres étaient rarement affranchies, et elles payaient, suivant la distance parcourue, des tarifs qui s'élevaient jusqu'à un shilling (1 fr. 25 c.).

Rowland Hill proposait de faciliter et de rendre obligatoire l'affranchissement préalable au moyen de l'application sur la lettre d'un timbre mobile ; d'uniformiser et de réduire les tarifs à la modique somme de un penny (10 centimes).

Après deux années et demie d'efforts, et de rudes efforts, et pourtant avec l'appui de la presse, d'un comité de commerçants formé *ad hoc*, et de quelques membres intelligents de la Chambre des communes et de celle des lords, il obtint le vote de la loi qui consacra sa réforme, le 19 août 1839 : la mise à exécution commença le 10 janvier 1840, date mémorable, qui marque un des plus grands progrès dans l'outillage social de la civilisation moderne.

Dans l'année 1839, le nombre des lettres distribuées par tout le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande avait été de 82,563,000, soit 3 lettres par habitant ; après la réforme postale le nombre s'élève, en 1840, à 169 millions de lettres ; et par une progression rapide, il est, dans les années suivantes, de 227 millions, 327, 410, 523, 648 ; il dépasse 800 millions en 1870 ; 1,008 millions en 1875 ; et en 1886, il est de 1,403,547,900 lettres, soit 39 lettres par habitant.

Peu d'années suffirent à vérifier ce principe du grand réformateur : que l'abaissement des tarifs multiplie les lettres à ce point que les dépenses de l'exploitation sont bientôt couvertes par les recettes.

Cette démonstration pratique détermina peu à peu tous les autres États du continent d'Europe et d'Amérique à établir aussi des tarifs modérés et uniformes pour les lettres.

Le principe de Rowland Hill vivifia aussi le service des mandats d'argent et le service télégraphique.

Et en 1874, les États civilisés arrivèrent à s'entendre pour établir une *Union postale universelle*, consacrée par le traité de Berne, pour les correspondances internationales, tarifées pour la plupart des États du monde à la somme uniforme et modique de 25 centimes.

Rowland Hill mourut en 1879, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans ; ses restes eurent le suprême honneur d'être enterrés à Westminster Abbey.

Dès 1842, il avait reçu, par souscription nationale, un don de 13,360 liv. st. (335,000 fr.) ; le Parlement lui avait voté une gratification de 20,000 liv. st. (500,000 fr.) et une pension viagère de 2,000 liv. st. (50,000 fr.), avec le titre de secrétaire général honoraire du General Post-Office. La reine l'avait élevé au rang de Knight et au grade de commandeur de l'ordre du Bain.

Mais la récompense la plus douce à ce grand homme fut sans doute d'avoir assez vécu pour être témoin du succès de son œuvre qui, à certains égards, a réelle-

ment transformé les conditions de vie, de production, d'échange des individus et des peuples.

Il eut aussi la satisfaction, en 1859, de seconder la création d'une institution d'intérêt populaire, dont M. Gladstone a pu dire un jour au Parlement que depuis l'act de Robert Peel de 1846, et l'act de Rowland Hill de 1839, il ne voyait pas de loi anglaise qui eut fait plus pour le progrès de la richesse et des bonnes mœurs du peuple anglais : c'est l'act du 17 mai 1861, qui a établi les caisses d'épargne postale.

En septembre 1859, M. Charles-W. Sickes présente à M. Gladstone, alors chancelier de l'Échiquier, une lettre où il montrait comment on pourrait procurer des facilités nouvelles au peuple épargnant au moyen des bureaux de poste (plus de 7,000), organisés en agences d'une Caisse d'épargne nationale à établir comme branche dans les services du Post-Office (administration générale des Postes).

M. Gladstone adopta et fit voter une loi, qui a créé cette ingénieuse institution : le mécanisme d'opération et de contrôle de cette Caisse d'épargne est regardé par les administrateurs les plus compétents comme un chef-d'œuvre de précision, de simplicité et de sûreté. La Post-Office Savings Bank britannique, de 1861 à 1885, a reçu en dépôts plus de 4 milliards de francs d'épargnes populaires ; et le nombre de ces déposants, au 31 décembre 1885, était de 3,535,650, ayant un stock en dépôt de plus de 47 millions (47,699,838 liv. st.) = 1,192 millions de francs. Au total, en vingt-cinq ans, la Post-Office Savings Bank a manié en dépôts reçus ou remboursés, dans plus de sept mille bureaux, 7 milliards 600 millions de francs ; et les pertes par erreur de fraude ont été à peine de un demi-penny par 100 livres sterling ; c'est une merveille de précision.

L'institution s'est propagée en Italie en 1875, en Hollande en 1880, en France en 1882, puis en Sicile, en Autriche, etc.

Sir Charles Sickes, élevé au rang de Knight par la reine, a reçu, comme son ami sir Rowland Hill, une riche donation par souscription publique. Reconnaisant à son tour, il vint à Paris en 1883, malgré son grand âge, assister au Congrès scientifique universel organisé par la Société des institutions de prévoyance de France, où il prononça un discours terminé par ces paroles de tous applaudies : qu'il avait eu à cœur, avant de mourir, de venir s'asseoir dans cette illustre assemblée des maîtres en sciences d'État, à côté de son heureux disciple, M. de Malarce, qui a si puissamment contribué par ses mémoires et ses travaux à faire apprécier et organiser la Caisse d'épargne postale sur le continent d'Europe.

